

militaires britanniques et belges jusque Marseille ou jusqu'à la ligne de démarcation que par la réception d'agents parachutés ou encore par la transmission du courrier en provenance de Belgique vers Paris ou jusqu'au PCB-PCC. Brûlé par des arrestations effectuées à Roubaix en 1943, il part pour la Grande-Bretagne, y reçoit une formation spéciale en vue du MPU, et malgré le fait que sa femme est arrêtée depuis 1941 et que lui-même est recherché, il accepte la nouvelle mission *Ali*. René Bruaux, parachuté en mars 1942 et reçu par Dubar, a jusqu'en juillet 1942 fonctionné comme opérateur radio, d'abord pour le service *Zéro* sous le nom de *Roll* ou *Brandroll*, puis jusqu'en mars 1943 pour le PCB⁵⁵.

Cette équipe va organiser deux opérations de MPU. La première a lieu le 8 juillet 1944 en Touraine. Plusieurs courriers *Marc* datés entre le 3 avril et le 23 mai 1944 partent par cette opération. Un second MPU est réalisé par Dubar et Bruaux le 5 août 1944, également en Touraine. A cette occasion partent quatre courriers *Marc* datés entre le 26 juin et le 17 juillet⁵⁶. Entretemps, quatre autres courriers *Marc*, datés entre le 29 mai et le 19 juin 1944, sont emportés lors d'une opération *pick-up* organisée le 28 juillet 1944 par le SIS français⁵⁷. Encore une fois, il ne s'agit pas de courriers particulièrement récents. Mais on se rend mieux compte de l'utilité de la prise par avion quand on sait que ces courriers seraient presque certainement restés en souffrance à cause de plusieurs faits plus ou moins interconnectés. En avril 1944, plusieurs lignes d'évacuation du PCC vers l'Espagne ont sauté; deux agents, Charles de Hepcée et Albert Greindl, envoyés de Londres pour réorganiser à la fois l'évacuation de «colis» et de courriers sont arrêtés en avril 1944, peu après leur arrivée; les services de la Sûreté de l'État en Espagne, maillon essentiel dans la chaîne d'évacuation, sont fortement ébranlés par des arrestations. De plus, le débarquement allié du 6 juin 1944 et les opérations militaires subséquentes augmentent les difficultés de déplacement en France. Faute de pouvoir organiser un nouveau MPU, *Jean de Roubaix* organise un petit service de passeurs qui portent le courrier dans les lignes pour qu'ils atteignent leur destinataire. Certains des derniers courriers de *Marc* ont été évacués de cette façon, sans que nous sachions avec certitude s'ils sont arrivés à destination.

Dans ces circonstances, la liaison radiotélégraphique devient de toute première importance. Ce second aspect des liaisons avec Londres sera étudié dans le chapitre suivant.

55 Au sujet de Bruaux, voir W. UGEUX, *Histoires de résistants*, Gembloux, 1979, p. 53-69, et J. FOSTY, *La guerre secrète des SRA*, p. 59-62. Les *Papiers W. Ugeux* au CREHSGM contiennent les câbles échangés entre Londres et Bruaux de mars 1942 à mars 1943 (n° 207 et 292-293) et son rapport de fin de mission pour le service *Ali* (n° 232).

56 Dans la présentation de l'inventaire des Archives *Luc-Marc*, nous avons dit par erreur que le dernier courrier envoyé à Londres est le 1^{er} du 19 juin 1944. En fait, le dernier envoi est le 1^{er} du 17 juillet 1944, qui arrive à Londres le 5 août via MPU. Ceci réduit le nombre de courriers non expédiés au nombre de 7.

57 *Inventaire du courrier arrivé à Londres* (CREHSGM, *Papiers W. Ugeux*, n° 310).

B. Les liaisons radio-télégraphiques et les parachutages

Ce n'est qu'en juillet 1942, après l'arrivée de Max Londot, que s'établit une liaison radio directe entre Londres et le service Marc. En effet, deux opérateurs envoyés précédemment n'avaient pas obtenu le contact, l'un (Jean Cornez) parce qu'il ne parvint pas à contacter le service, l'autre (Joseph Romainville) parce qu'il préféra former son propre service⁵⁸. Il est évident que la liaison directe facilite considérablement le contact. Elle permet notamment de transmettre des renseignements urgents et de demander et de recevoir presque sans délai des instructions pour la marche du service. De même, Londres s'en servira pour annoncer et organiser des opérations de parachutage, soit d'agents, soit de matériel, soit des deux à la fois.

Entre juin 1942 et août 1944, Londres a envoyé treize opérateurs radio au service Marc. Ce nombre est le plus élevé de tous les services de renseignements belges⁵⁹. La totalité des télégrammes échangés entre Londres et le service Marc n'est pas disponible, mais les câbles retrouvés dans les archives du service permettent dans une large mesure de reconstituer le développement et le contenu du trafic radio.

LONDOT OPERATEUR

Nous avons vu qu'à l'origine Max Londot avait reçu la mission de se mettre à la disposition du service en tant qu'opérateur radio. La situation confuse qui régnait à la direction à son arrivée a fait qu'il a d'emblée participé à la réorganisation du service. Au début de l'activité de Londot, le travail radio passe même au second plan, comme il le signale dans son premier rapport à Londres⁶⁰. Ceci n'empêche pas qu'il va se servir de son poste dès la fin juillet 1942. Il émet notamment à Liège au domicile d'un agent du service⁶¹. Sans abandonner pour autant ce travail — il aura une alerte au cours d'une émission le 20 septembre, mais il pourra échapper à la gonio allemande — Londot se constitue très vite une «équipe radio». Celle-ci est formée par des techniciens liégeois, parmi lesquels Martin Lenaers (*Ours*) et Fernand Dacos, professeur de radio-électricité à l'université de Liège. Ceux-ci s'occuperont notamment de la construction de nouveaux postes selon le modèle de celui de Londot et de celui du second opérateur radio envoyé par Londres en octobre 1942. Deux de ces postes sont prêts à la fin de l'année, mais ne fonctionnent pas faute de codes et de lampes appropriées⁶².

58 Voir la première partie de cette étude, in *Cahiers-Bijdragen*, n° 14, p. 26-27.

59 Le service *Clarence* en reçut 8, le service *Zéro* et *BB-Bayard-Zig 7*, le service *Mill 4*. Dans ces chiffres il n'est pas tenu compte des opérateurs éventuellement recrutés sur le terrain.

60 Rapport de M. Londot au capitaine Nicodème, 6/7/1942 (LM, n° 70).

61 Il s'agit de Henri Naimé, sous-officier de carrière (*Willy*, indicatif VN/W).

62 Ceci est rapporté par Max Londot à Pierre Vandermies, qui le signale à Londres dans son rapport n° 9 du 9/12/1942 (CREHSGM, *Papiers W. Ugeux*, n° 284).

ARRIVÉE DE *BIRD*

Le service est renforcé fin octobre 1942 par l'arrivée d'un nouvel opérateur : *Bird*, Pierre Libotte de son vrai nom. Celui-ci est un ancien agent de *Luc*, qui a fait partie du comité de réception constitué fin 1941 par Jean Cassart. Il est, en quelque sorte, un proche du «vieux *Luc*», Georges Leclercq; en effet, Libotte a épousé la soeur de Robert Debouny, qui à son tour est fiancé à une fille de Leclercq. Suite à l'arrestation de Cassart, Debouny et Libotte rejoignent l'Angleterre, d'où ils seront parachutés à la même époque⁶³. Max Londot a en effet réclamé un second opérateur dès son arrivée. Celui-ci lui est annoncé dès début octobre; il se présentera au service via Léopold Evrard, concierge au ministère de la Justice (c'est par là qu'ont également transité Joseph Romainville et Londot lui-même). Or, Evrard est arrêté le 9 octobre. *In extremis*, Londot réussit à en avertir Londres, et annonce qu'il ira prendre son «poulet» à Roubaix chez Gérard Kaisin, son compagnon de saut⁶⁴. Libotte est parachuté dans la nuit du 23 au 24 octobre aux environs d'Orchies (département du Nord) en compagnie de Jacques Rutten (*Bastion*) qui sera opérateur radio pour le service *Mill*. Les deux hommes passent en effet par Roubaix. Libotte émet son premier message le 22 novembre: il annonce sa bonne arrivée et sa prise de contact avec Londot. Celui-ci l'installe à Liège, où il disposera d'une équipe de protection et de plusieurs lieux d'émission. Ceux-ci sont recherchés par André Mathy, un des agents les plus précieux du service jusqu'à son arrestation en mars 1943.

Le trafic radio entre Libotte et Londres ne s'est pas déroulé sans problèmes. La réception à Londres était faible et par suite d'un malentendu concernant les heures de réception des messages envoyés par Londres, le poste de Libotte ne reçut rien les premiers mois⁶⁵. Cette situation ne s'est améliorée qu'en mars 1943, après que le service *Zéro* eût passé un nouveau poste à *Bird*, à la demande de Londres. Le manque de contact fit qu'une opération de parachutage (matériel et vivres) pour le service a dû être remise plusieurs fois. Une telle opération nécessite en effet un contact radio journalier dans les jours qui la précèdent. En mars 1943, Libotte est surpris en pleine émission à Louvain. Il réussit à se sauver en se servant de son arme, mais son poste tombe aux mains des Allemands.

En avril 1943 deux nouveaux postes sont parachutés pour le service *Marc* sur un terrain en Ardenne proposé par *Zéro*. Ces deux postes avec leurs plans d'émission, vieux de quelques mois puisque les plans portent la

63 Robert Debouny (*Banks*) a été parachuté le 17/11/1942 en tant que radio de Pierre Vandermies, dont c'est la seconde mission. Son père, Michel, fut un des promoteurs du secteur VN/3 du service *Marc*.

64 Câble transmis via *Barat* le 13/10/1942. On se souviendra que le poste de *Barat*, installé en France non occupée auprès du PCB, pouvait servir pour transmettre des messages en provenance des services belges.

65 «Nous vous entendons très mal et comprenons que vous ne nous entendez pas» (Câble à *Bird*, 23/2/1943, LM, n° 211).

date du 11 janvier 1943, sont remis à Londot le 5 mai 1943⁶⁶. Avec le nouveau poste que Libotte a reçu via Zéro, ces deux postes seront, pendant un certain temps, les seuls à fonctionner après les arrestations et perquisitions effectuées à Liège en juin 1943, au cours desquelles au moins deux appareils ont été pris.

PARACHUTAGES EN 1943

En 1943, Londres a l'intention de procéder à des parachutages mensuels destinés aux services de renseignements. Les conteneurs et paquets à parachuter peuvent contenir des fonds, des notes de service et des instructions, des vivres et des vêtements pour les principaux agents ou pour les agents envoyés d'Angleterre, parfois des armes de protection et des pigeons pour l'envoi de courriers. Suite à un accident survenu à un agent en mai 1943, les parachutages sont toutefois suspendus temporairement⁶⁷. Ils reprennent en juillet : le 15, le service *Clarence* reçoit *Silk* (Georges Delpire), opérateur radio destiné à *Marc*, avec son matériel. En août, un conteneur destiné au service *Marc* n'arrive pas, parce que l'avion a emporté par erreur un conteneur destiné à *Clarence*. Le service *Marc* reçoit un million de FB par l'opération de septembre via Zéro, tandis que celle d'octobre échoue. En novembre arrive un nouveau poste pour *Marc*, mais de nouveau via *Clarence*⁶⁸.

Comme on le voit, Londres fait appel à un service pour transmettre du matériel destiné à un autre. Le service *Clarence* a été privilégié en cette matière; il en fut d'ailleurs félicité par la *Home Station* à plusieurs reprises⁶⁹. Zéro a accompli un travail pareil pour *Marc*. Pour être complet, il faut dire que les services sur le terrain, s'ils se sentent solidaires de leurs collègues considèrent parfois que ce «mélange» est dangereux ou inutile-

66 Note de service incluse dans le courrier du 19/5/1943 (LM, n° 198). Par le parachutage d'avril 1943 via Zéro, le service *Marc* reçoit également des fonds et quelques objets voulus utiles et que Londot signale dans son style plein d'ironie: «Bien reçu fin avril 300.000 F et 2.000 dollars ainsi que le 5 mai les deux pianos plus cinq boîtes de sardines plus six paires de chaussettes pointure 49. Merci quand même».

67 Il s'agit de l'agent *Stoker* (Jacques Geerinckx), parachuté le 13 mai 1943 à Soy (province de Luxembourg) en même temps que *Bardot* (Max Brahm). Geerinckx, ancien agent du service *Luc* mais destiné au service Zéro, fut tué à l'atterrissage. Il était muni d'un appareil radio et porteur de fonds et de documents destinés au Comité *Gilles*, qui tombèrent aux mains des Allemands. La crainte que ces documents puissent être décodés par les cryptologues allemands incita Londres à insister auprès de leurs destinataires, l'Auditeur général Walther Ganshof van der Meersch et le Procureur du Roi Lucien Van Beirs, pour qu'ils rejoignent l'Angleterre. Ganshof partit dans un très bref délai. Van Beirs, qui ne put partir en même temps, fut arrêté ultérieurement et mourut en Allemagne. Comme Geerinckx était aussi porteur de notes destinées au service *Marc*, Londres ordonna à Londot de changer son code courrier.

68 Il s'agit d'un poste en phonie, destiné à l'agent *Speed*, déposé en France en octobre 1943 et qui travaillera pour le service *Marc*.

69 «Vous remercions d'avoir bien voulu vous charger transmission pour différents services» (Câble à *Student*, 12/11/1943, CREHSGM, Fonds *Clarence*, collection câbles à *Student*, cote 358).

ment compliqué⁷⁰. Londres ne se départira pourtant pas de ce procédé, qui — il faut bien le reconnaître — est parfois rendu nécessaire par des défaillances involontaires des services eux-mêmes ou de Londres. Si en 1943, le service *Marc* reçoit son matériel par l'intermédiaire d'autres services, c'est en partie parce que ses liaisons radio sont, à la mi-1943 et malgré l'arrivée de *Silk*, loin d'être brillantes, et en partie parce qu'il existe un malentendu entre Londres et le service *Marc* sur des terrains aptes au parachutage et d'autres prévus pour le *mail pick-up* (MPU). Londres veut absolument séparer ces deux activités, mais n'a pas envoyé d'instructions suffisamment claires à ce sujet, de sorte que le service *Marc* ne comprend pas que la RAF refuse de parachuter du matériel sur des terrains destinés au MPU.

Nous avons vu dans le chapitre précédent que *Silk* fut spécialement envoyé pour organiser le MPU, le ramassage du courrier par avion. Comme le MPU a été différé à plusieurs reprises et finalement jugé impossible en Belgique, Londres et Max Londot ont préféré utiliser *Silk* pour l'organisation d'opérations de parachutage, qui eurent de beaux résultats à partir de janvier 1944.

PARACHUTAGES EN 1944

Pour ce faire, le service disposait d'un terrain dans la botte du Hainaut à Grandrieu près de Beaumont sur la frontière franco-belge. Ce terrain fut déjà signalé à Londres par courrier en mai 1943, ainsi que l'adresse d'un fermier de la région, Achille Meunier, comme point de chute pour les «poulets». En effet, le service *Marc* fut chargé, fin 1942, de rechercher des terrains de parachutage et des adresses d'accueil pour les agents envoyés en mission. Depuis l'occupation totale de la France en novembre 1942, on pouvait dorénavant tout aussi bien parachuter des agents envoyés en Belgique sur le territoire belge même, les conditions d'occupation s'égalant.

C'est donc en janvier 1944 qu'a lieu le premier parachutage à Beaumont. Dans la nuit du 9 au 10 janvier l'avion largue deux conteneurs et l'agent Nylon (François Blommé), destiné au service *Bayard*⁷¹. Cette opération avait déjà échoué deux fois à cause des conditions atmosphériques, le 18 décembre et le 7 janvier. On comprend la joie de l'opérateur en charge : «*Silk* est aux anges — écrit Max Londot une semaine après l'exploit — non pas qu'il soit mort, mais parce que les containers sont arrivés»⁷².

70 René [Londot] à Alain [Rostenne, chef du PCC]: «Les frères de tante Maud m'avertissent qu'ils expédieront mes containers, non sur mon terrain, mais sur le terrain de Rouleau. L'opération s'effectue enfin et nous découvrons que ces containers sont destinés à... Clarence. La salade continue!» (lettre du 30/8/1943, LM, n° 192). Rouleau désigne Maxime Van Praag, chef du service Zéro.

71 A. JOORIS, *Souvenirs de la guerre*, p. 192 (il y est dit par erreur que Blommé fut parachuté à Comblain).

72 Lettre à Pierre (François Deweer), 18/1/1944 (LM, n° 220).

C'est que les caissons métalliques contenaient parfois, outre des notes de service et du matériel destiné au travail clandestin, des vivres, des vêtements et quelques petits extras (p.ex. des cigarettes).

La seconde opération a lieu dans la nuit du 3 au 4 mars 1944. Cette fois, il y a deux opérateurs en charge : *Silk* pour *Marc*, et *Student* pour le service *Clarence*, sans doute parce que l'agent largué, *Tweed* (Eric Nubourg) est destiné à ce dernier.

De mai jusqu'au début du mois d'août 1944, *Silk* et ses hommes organisent une opération à chaque lune :

- Dans la nuit du 7 au 8 mai, assistés par *Busker* (Augustin Roblain), opérateur de *Zéro*, ils réceptionnent des conteneurs et trois agents : *Warp* (Léon Collard), *Foulard* (Louis Demeester) et *Worsted* (Marcel Magis). Les deux premiers sont destinés au service *Marc*, le troisième à *BB-Bayard*⁷³.
- Dans la nuit du 2 au 3 juin, ils reçoivent deux agents pour le service *Marc* : *Hopsack* (René Rodius) et *Spun* (Philippe Sempels).
- Dans la nuit du 4 au 5 juillet sont reçus plusieurs conteneurs et trois agents : *Brulage* (Jean-Pierre Bonsang), *Thread* (René Wilmes) et *Plush* (Emile Krieps). Bonsang, dont c'est la seconde mission, est destiné à *Clarence*, Krieps et Wilmes à *Zéro*. Les deux derniers sont de nationalité luxembourgeoise.
- Enfin, dans la nuit du 4 au 5 août, trois autres opérateurs descendent près de Beaumont : *Tinsel* (Gaétan Vervoort, destiné à *Clarence*), *Gingham* (André Alofs) et *Velours* (Emile Van Malder). Les deux derniers travailleront dans le cadre de *Marc*.

Ainsi, en huit mois, *Silk* et ses hommes ont reçu un nombre indéterminé de conteneurs et treize agents. Selon l'expression de Max Londot, le service *Marc* a servi de «gare de triage» pour les plus importants services de renseignements⁷⁴. Si Londot n'a pas toujours été satisfait de *Silk*, e.a. à

73 Il est possible qu'un quatrième agent faisait partie de l'équipe : *Satin* (Raoul Botte), destiné au service *Mill*. Mais bien qu'il ait été parachuté à la même date que les trois précités, il n'est pas établi qu'il était dans le même avion.

74 Il ne s'en montre d'ailleurs pas toujours heureux. Le 3/7/1944 il fait câbler par *Silk* : «Demandez cloisonnement mais envoyez trois poulets *Zéro* dans service *Marc* ok pour cette fois stop Envoyez cette lune tout rpt tout matériel demandé Boris sinon inutile car transports deviennent impossible Stop Urgent envoyez pas un mais trois poulets Boris car désire avoir Stop poulet sous la main pour urgents ferroviaires Stop suppléer Foulard travail important or pas contacts Stop poulet pour VNKha région Ypres Dixmude Roulers Stop Tenez vous avoir renseignements oui ou non Stop Boris» Les trois agents parachutés début juillet 1944 avaient en effet été annoncés par Londres comme destinés au service *Zéro*. S'ils n'ont pas été affectés à ce service, c'est à cause de la «casse» survenue chez *Zéro* à cette époque et de la confusion qui s'ensuivit.

cause de sa manière de vivre assez dangereuse pour un agent secret, il a, par contre, exprimé toute sa satisfaction pour le travail accompli à Beaumont. Bien sûr, Delpire ne l'a pas accompli tout seul. Il est assisté d'une équipe de guetteurs, d'hommes de liaison, d'hébergeurs et de transporteurs⁷⁵.

Un travail important de prospection a été fait dans la région par Désiré Dubois (*Mac*), Fernand Debreyne (*Rodolphe*) et Jacques Liénard (*André*), qui ont recruté la plupart des habitants de Beaumont et environs ayant participé au service de parachutage.

A Beaumont, le service *Marc* reçoit donc sept opérateurs radio qui lui sont destinés. Un autre opérateur pour *Marc* est reçu par *Zéro* dans la nuit du 10 au 11 avril 1944. Il s'agit de *Cotton* (Adolphe Van den Berghe), qui se fera arrêter le 19 du même mois⁷⁶. De plus, le service dispose depuis octobre 1943 de *Speed* (François Deweer), ancien opérateur radio de *Sabot*⁷⁷. *Speed* a emporté des fonds importants, et reçoit deux mois plus tard son matériel: un «piano» habituel pour émettre en graphie et un appareil spécial pour émettre en phonie⁷⁸. Il travaille en Flandre Orientale. Pendant quelques mois, il assure un trafic important pour le service *Marc*, mais il est arrêté en pleine émission avec le poste ordinaire le 22 février 1944. Heureusement, son appareil spécial a pu être sauvé par *Mercur* (Anne-Marie Van den Bosch). Il servira plus tard à *Warp*⁷⁹.

75 Citons parmi eux: — Achille Meunier, ouvrier journalier né en 1877, qui héberge Delpire et d'autres agents parachutés, assure la mise en sécurité des conteneurs et recherche des endroits d'émission pour Delpire; — François Meunier, qui transporte le matériel parachuté et assure la liaison entre Londot et Delpire quand celui-ci se trouve dans la région de Beaumont; — Florent Stiemon, lieutenant de gendarmerie, limogé par les Allemands en août 1943. Dès cette date, il entre dans le service *Marc*, participe au parachutage de juin 1944 et forme l'équipe de protection pour Libotte lorsque celui-ci travaille dans la région de Charleroi; — Henri Coelen, fermier à Cousolre (France), hébergement et mise à l'abri des conteneurs.

76 *Cotton* était accompagné de *Leather* (Jean-Pierre Carmes), qui était destiné à *Zéro* (ligne luxembourgeoise/Vic). Celui-ci a été abattu par des Allemands le 21/5/1944 à Fratin, dans le sud du Luxembourg belge. Van den Berghe fut arrêté au cours d'une rafle. Il n'avait rien de compromettant sur lui, mais la cause de son arrestation était, selon un télégramme envoyé à Londres, «votre carte identité Bruxelles mauvaise».

77 *Speed* fut déposé en Lysander en France dans la nuit du 17 au 18 octobre 1943.

78 Le principe de l'émission en phonie est le suivant: au lieu d'émettre des signaux en morse, comme c'est le cas pour la radiotélégraphie, l'opérateur lit ses télégrammes dans un micro. Seuls les mots clés sont codés. Le message est reçu par un avion ou une vedette anglaise, qui vient le capter près de la côte. C'est la raison pour laquelle les postes en phonie, moins puissants que les autres, étaient installés en Belgique occidentale.

79 A propos de *Speed*, Max Londot écrit en avril 1944: «En prison il se conduit de façon parfaite, et je suis presque certain de pouvoir lui conserver la vie sauve, certains agents de la GFP s'en portant garants. J'ai versé la somme nécessaire: 165.000 F» (Note de service partie dans le courrier du 17/4/1944). En été 1944, une autre tentative de soudoyer un agent du *Sicherheitsdienst* en vue de faire libérer *Speed* fut entreprise, mais il n'est pas certain que Londot y donna son accord. Quoi qu'il en soit, elle ne réussit pas.

DECENTRALISATION DU SERVICE

Speed a encore été envoyé pour le service *Marc* dans son entièreté. En plus d'une formation radio poussée, il a reçu les formations *pick-up*, conteurs et MPU⁸⁰. Les opérateurs envoyés en 1944 sont destinés à des tâches spéciales dans le cadre de la décentralisation du service en vue du débarquement allié. Des instructions à ce sujet sont envoyées au chef de *Marc* début novembre 1943⁸¹. Elles prévoient la subdivision du service en secteurs; chaque secteur recevrait à l'heure H un opérateur radio, muni d'un poste et d'un propre code. Ces opérateurs seraient en communication directe avec Londres, de sorte que pour transmettre des renseignements ils ne devraient pas passer par la Centrale de Bruxelles, ce qui présentait incontestablement des avantages au cas où un secteur serait coupé de la capitale. Suite à ces instructions, Max Londot envoie en février et mars 1944 les noms et adresses des chefs de secteur qui devraient recevoir des opérateurs. Il s'agit des secteurs de Louvain (VN/M), du sud de la Flandre Occidentale (VN/Kha), d'Anvers (VN/E), de Namur (VN/AF), d'Arlon (VN/RN), de Mons (VN/CM, VN/RK et VN/RX), de Tournai (VN/AT et VN/PK), de Campine (VN/AM, VN/AL et VN/AR). D'autres secteurs, notamment celui de Bruges (VN/44), s'y joindront plus tard.

Voyons maintenant comment les opérateurs envoyés en 1944 ont été répartis. *Cotton*, parachuté le premier en avril 1944 mais arrêté très vite, est destiné au secteur de Louvain et aurait dû transmettre des renseignements ferroviaires. Il est remplacé en août par *Gingham Warp* et *Foulard* sont destinés respectivement aux secteurs de Tournai et de Gand. *Warp*, qui dispose de quatre postes dont deux en phonie, émet de plusieurs endroits dans le Hainaut occidental et dans le sud de la Flandre Orientale⁸². Ces postes servent, outre à la transmission de renseignements urgents, aux communications entre Londres et le chef du service ne se rapportant pas spécifiquement aux opérations de parachutage, celles-ci étant assurées par *Silk Foulard*, qui travaille dans la région gantoise, est au contact dès le 10 juin, mais sa liaison ne donne pas toujours satisfaction; en été 1944, il émet pendant plusieurs semaines sans entendre de réponse bien que ses messages soient entendus à Londres. *Hopsack*, que Londres a prévu pour Liège, travaille dans la région de Mons dès le 23 juin. *Spun* émet presque quotidiennement de la Campine dès le 22 juin. *Plush* (destiné à Zéro, mais repris par *Marc*) travaille dans la province de Luxembourg; il continue ses émissions après la libération. *Velours* émet dans le sud de la province de Liège à partir du 1er septembre et pendant quelques jours seulement. Il est bien entendu que *Bird* est toujours en fonction, dans la région caroloré-

80 Note de service n° 165 au service *Marc*, 3/11/1943 (LM, n° 197).

81 Comme note précédente.

82 Le service radio dans le Tournais fut organisé par Fernand Debreyne (Rodolphe). *Warp* émet e.a. de la maison de Henri Houcmont, instituteur à Montreuil-au-Bois, à Herseaux, à la Compagnie Générale des Industries Textiles à Warcoing, dans une salle de cinéma à Taintignies, mise à sa disposition par Edmond Dussart, échevin et conseiller provincial, dans l'usine de René Vancoppenolle, industriel à Renaix, et à Frasnes-les-Buissenal.

gienne notamment. Entre fin octobre 1942 et début septembre 1944, il a totalisé 101 séances d'émission. L'envoi d'un autre agent, Armand Delsemme, est annulé début septembre 1944 vu la rapidité des événements⁸³.

OPERATEURS RECRUTES SUR PLACE

Mais le service *Marc* n'a pas disposé que d'opérateurs radio envoyés par Londres. En effet, dès son arrivée, Max Londot s'est efforcé de recruter des opérateurs sur le terrain. Au début, quelques-uns de ces opérateurs l'ont suppléé en tant que «pianiste», mais à partir de 1943, le recrutement de ces opérateurs de réserve se fait surtout en vue du débarquement. En octobre 1943, Londot demande que Londres lui envoie des cristaux pour rendre opérationnels des postes construits sur le terrain, qui seraient desservis par des opérateurs recrutés également en Belgique (six à cette époque). La réaction de l'*Intelligence Service* à cette demande est somme toute négative. Le major *Page* se déclare réticent vis-à-vis de l'envoi de cristaux en Belgique : sauf s'ils sont emportés par des agents partis de Londres, les Britanniques n'ont aucune garantie que ces cristaux ne soient pas employés par les Allemands. De plus, il se montre méfiant envers des postes construits à l'étranger parce qu'il les juge facilement repérables par l'ennemi. Il préfère que les services de renseignements belges n'utilisent que des appareils et des opérateurs venus de Londres. Il propose que le service *Marc* soit scindé en secteurs, qui seraient pourvus d'opérateurs en temps opportun, et ne peut accepter d'envoyer des postes à des opérateurs recrutés sur place qu'à la condition expresse que le chef de service s'en porte personnellement garant et qu'ils ne transmettent que des messages précédemment codés, c'est-à-dire, à condition qu'ils ne soient pas au courant des codes utilisés⁸⁴. C'est la prudence proverbiale des services britanniques, que certains considèrent comme de la méfiance mal placée vis-à-vis des agents du terrain inconnus de ces services.

Ne connaissant pas ce point de vue britannique, Londot s'en étonnera en l'apprenant d'autant plus qu'on lui a demandé par télégramme de former des opérateurs sur place. A la même époque, il rédige une longue note pour Londres expliquant la situation de son «service radio» : il dispose de cinq postes envoyés par Londres et de six postes émetteurs construits en Belgique, ainsi que de dix opérateurs formés sur le terrain. Il compte en toucher encore trois, de sorte qu'il pourra scinder le service en treize secteurs couvrant tout le territoire et doter chacun d'un opérateur recruté sur place. Il s'agit des secteurs de Bruxelles, Renaix, Ypres, Liège, Namur, Mons, Gand, Charleroi, Courtrai, Arlon, Verviers, Anvers et Bruges⁸⁵.

Un échange de télégrammes et de notes aura lieu au sujet des opérateurs formés en Belgique même. Fin janvier 1944, Londres définit

83 Il s'agit de la mission *Delaine*. Delsemme était l'un des pionniers du groupe VN/AR (LM, n° 230).

84 Lettre de *Page* à *Nicodème*, 26/10/1943 (LM, n° 204).

85 Note de service partie dans le courrier du 25/10/1943 (LM, n° 198).

clairement sa position : « Accord emploi opérateurs sur place sous condition : 1) reconnaissance leur métier radio par vous, *Speed* ou *Silk*; 2) imposons emploi appareils et cristaux partis d'ici; 3) code employé inconnu d'eux, sera le vôtre ou *Speed* ou *Silk* »⁸⁶. Londres se départira pourtant de la troisième condition, et enverra, par le parachutage du 5 août 1944 seulement, le matériel et des codes individuels qui serviront dès le 27 août à six opérateurs recrutés sur le terrain. Il s'agit de *Bunting* (Gand), *Grogram* (Flandre Occidentale), *Gauze* (Eeklo), *Weft* (Anvers) et deux pour la région liégeoise (*Fleece* et *Gunny*)⁸⁷.

LONDOT ET LES «POULETS»

Le service *Marc* est sans doute celui dont la décentralisation a été poussée le plus loin. S'il en est ainsi, ce n'est pas uniquement grâce aux opérateurs envoyés par Londres, mais aussi grâce au grand dévouement des agents et des chefs de groupe ainsi qu'à la façon intelligente et énergique dont Max Londot a dirigé le service. Il est évident que pour lui les opérateurs venus d'Angleterre avaient une grande importance. Mais tous n'étaient pas aussi disciplinés qu'il l'eût souhaité. La plupart d'entre eux ont accepté de se mettre sous les ordres du chef de secteur dont ils dépendaient, et ont ainsi pu travailler en équipe pour la cause commune. Quelques uns ont pourtant causé des soucis au chef de service. La façon dont Londot a réussi à traiter ces problèmes et à imposer son autorité permet d'illustrer l'esprit qui l'animait et le caractère entier de ce chef exceptionnel.

Après le parachutage de mai 1944, Londot jugea nécessaire d'envoyer une lettre assez sévère à *Silk*, suite à une certaine lenteur que celui-ci avait mis à accomplir sa tâche et à son comportement parfois irresponsable (un billet de 100 dollars avait disparu au cours du transport parce que *Silk* avait « cru bon de faire étalage des fonds qui étaient envoyés au service »). Londot terminait ainsi sa lettre :

« J'espère que ton job se continuera à l'entière satisfaction de Maud et de moi faute de quoi, je n'hésiterai pas à te remplacer immédiatement (à ce moment de la guerre, il est indispensable que tout marche comme prévu). Dans ce cas, je dois t'avouer qu'il n'y a pas place pour des inutiles dans le service. Tu trouveras peut-être que je suis bien dur pour toi et que je choisis bien mal mon moment, alors que tu viens de réussir cette opération, pour te passer ce savon. Désolé mais j'estime que deux opérations réussies, mais avec quels retards, depuis tout le

86 Télégramme n° 152 du 31/1/1944 à *Speed*, mais destiné à Londot (LM, n° 219).

87 Seulement deux de ces opérateurs ont pu être identifiés : *Grogram* (Gustave Van Dierendonck) et *Gunny* (Jean Puttemans). Selon une note du War Office au capitaine Nicodème, datée du 12/9/1944, seules les prises de contact de ce dernier étaient satisfaisantes. *Gunny* était encore opérationnel en pleine offensive des Ardennes : un télégramme émis par lui le 30 décembre 1944 sur un poste *Student*, appartenant en principe au service *Clarence*, a en effet été retrouvé.

temps que tu es sur le terrain, est une prestation vraiment un peu maigre.

Je ne demande qu'à m'entendre avec le charmant garçon que tu sais être par moment, et mon désir le plus sincère est de t'aider à retrouver la confiance entière de nos chefs de là-bas; à toi de me faciliter la besogne.

Bien cordinalement à toi et sans rancune j'espère

René⁸⁸

En août 1944, Londot se vit obligé de passer un autre «savon» à *Silk*, parce que celui-ci avait omis, par négligence, de transmettre des messages urgents, transmission — ajouta Londot — «dont dépendait probablement la vie d'un de vos camarades». Et de continuer :

«Si vous ne le savez pas, je tiens à vous annoncer que votre attitude fut criminelle et que, si j'avais écouté ma première réaction, vous ne seriez plus là pour lire cette lettre. Un militaire qui déserte en temps de guerre est punissable, ne l'oubliez pas; or ceci est incontestablement une *désertion* sans la moindre circonstance atténuante.

Vous vous êtes engagé, *volontairement*, pour cette mission, vous avez peut-être des droits mais certainement des devoirs dont le principal est de faire votre devoir tout simplement.»⁸⁹

En août 1944 également, Londot envoya une réprimande sévère à un autre opérateur, qui ne s'entendait pas avec son chef de secteur. L'opérateur avait prétendu ne pas être sous les ordres de ce chef, et notamment que celui-ci était responsable de l'organisation de l'équipe de protection et non l'opérateur lui-même. Londot n'était pas de cet avis, et ne pouvait admettre qu'un nouvel arrivé (l'opérateur venait d'être parachuté) jette la mésentente dans un secteur précieux du service, dont le chef était un agent actif depuis 1941.

«Je suis moi-même bien placé pour vous dire tout ceci puisque je suis arrivé moi également par le même moyen que vous (aucun mérite d'ailleurs, seul le fabricant de parachutes est à féliciter si nous arrivons bien) et que j'ai, tout comme vous, joué assez longtemps du piano. De ce temps là, je m'occupais moi-même de mon équipe et je ne m'en sentais nullement amoindri; j'avais cependant, en plus, mon service dont je devais m'occuper entre mes émissions. Mais laissons là car je ne tiens pas à faire ici un plaidoyer 'pro domo'.

Vous prétendez être indépendant et ne pas être sous les ordres de CM (celui-ci n'a d'ailleurs pas une mentalité de rat de caserne et il n'est pas question de recevoir de lui des ordres vexatoires mais bien plutôt des conseils), vous m'étonnez car cela est contraire à ce que Maud m'a

88 René à Gaston, 17/5/1944 (LM, n° 218).

89 *Ibidem*, 16/8/1944.

dit par note. Je cable pour avoir confirmation. Si ce que vous me disiez était exact, nous devons bien nous passer de votre collaboration car il nous faut un radio qui transmette ce que lui donne son chef de groupe et non quelqu'un qui n'en fasse qu'à sa tête. Notez bien que dans ceci, c'est l'intérêt général qui prime tout et non notre simple bon plaisir.»⁹⁰

Quelques jours plus tard, le même opérateur se plaignit des difficultés qu'il éprouvait à contacter Londres, et ajouta que si elles continuaient il offrirait sa démission, parce qu'il estimait qu'il s'exposait inutilement au danger d'arrestation. Londot réagit immédiatement :

«Je comprends que vous soyez énervé par tous ces ennuis. Vous n'avez malheureusement pas le droit de désespérer car qui dit désespoir, dit abandon de la lutte, or n'oubliez pas que le travail de nombreux agents doit être transmis par vous, faute de quoi, ce travail perd toute valeur ou presque. (...) *Il ne peut être question de démission, vous avez accepté une mission, vous êtes obligé de la remplir au mieux des intérêts de tout le monde.* D'après votre lettre vous me semblez être devenu très craintif. Vous dites: 'je ne veux pas courir le risque de me faire prendre...' Allons, secouez vous et envoyez ce 'coup de pompe' au diable. J'ai de l'estime pour vous, ne tentez donc pas de me faire croire que la raison de votre arrivée parmi nous était l'appât d'une grosse solde ou l'amour de l'aventure et non tout simplement le désir de faire votre devoir. Je continue donc à vous faire entière confiance et ne veux plus entendre parler de démission, qui en temps de guerre et dans votre situation serait tout simplement une désertion punissable des peines habituellement prononcées contre les soldats qui sont coupables de ce crime. N'en parlons plus voulez-vous.»⁹¹

Ces citations — dont le but n'est évidemment pas d'amoindrir le travail des agents concernés — prouvent, parmi tant d'autres, le souci permanent de Max Londot de préserver le service avant tout intérêt personnel, de protéger ses agents et de régler les conflits à l'amiable, si possible, ou par des décisions qui pouvaient paraître dures, si nécessaire. Elles montrent, en outre, que derrière les faits décrits sèchement se cachent des êtres humains avec tout ce que cela comporte de grandeur et d'«hommeries», d'héroïsme et de faiblesse, de dévouement et parfois d'égoïsme. Elles illustrent enfin que les rapports entre les agents du terrain et ceux envoyés par Londres n'étaient pas toujours et en toutes circonstances harmonieux. C'est un phénomène qui ne s'applique pas uniquement au service Marc, mais à tous les services. Certains agents partis de Londres étaient par ce fait même assez imbus d'eux-mêmes, se vantaient parfois d'être «officiers du War Office» et créaient ainsi des tensions entre eux-mêmes et les agents du terrain, avec lesquels ils devaient travailler et qui étaient souvent plus «anciens» qu'eux dans le métier. L'estime que Londot avait pour tous ses

90 René à Jean-Pierre, 21/8/1944 (LM, n° 224).

91 *Ibidem*, 28/8/1944.

«poulets» ne l'empêchait pas de penser qu'il est autrement plus difficile d'avoir un bon agent de renseignement qu'un opérateur»⁹²

VI. LE FINANCEMENT DU SERVICE

Nous avons vu que le service *Luc* est financé jusque fin 1941 par le service *Benoit*, et qu'après la mise en veilleuse de celui-ci, *Sabot* a repris le financement. A partir de septembre 1942, un nouveau système est adopté : désormais c'est le PCB, dirigé en France par William Ugeux, qui financera le service *Luc* (et d'autres réseaux). Les fonds lui arrivent de Lisbonne via Barcelone, où ils sont remis aux adjoints d'Ugeux, le capitaine aviateur Charles de Hepcée et le lieutenant aviateur Anselme Vernieuwe, ou à d'autres courriers qui sont restés dans l'anonymat. Il s'agit bien entendu de fonds venant de Londres, mis à la disposition des services de renseignements par le gouvernement belge et la Sûreté de l'Etat.

Ce financement par le PCB se fait assez lentement, et ceci est dû en premier lieu au retard accusé en Espagne. Ainsi le 10 novembre 1942, Max Londot reçoit des mains du courrier remontant d'Ugeux les premiers 60.000 F, suivis début décembre de 20.000 F et 1.000 dollars⁹³. Ces sommes sont largement insuffisantes pour pourvoir aux besoins budgétaires du service. En novembre 1942, Londot estime le budget mensuel à 175.000 F. Il est ainsi réparti : 80.000 F pour les frais des groupes (secteurs), 25.000 F pour les frais du service central (bureau, déplacements, courriers, frais photographiques) et 70.000 F pour la «caisse soutien»⁹⁴. Celle-ci est destinée à l'entretien des agents «irréguliers», c'est-à-dire ceux qui vivent clandestinement et n'ont donc plus de ressources professionnelles, ainsi qu'au soutien des familles des agents arrêtés ou passés en Angleterre. Ce poste de la «caisse soutien» pèsera de plus en plus lourdement sur les frais de service, au fur et à mesure que la répression allemande frappera plus d'agents et que d'autres seront obligés de plonger dans la clandestinité.

Londot a pu terminer le mois de novembre 1942 grâce aux fonds apportés par Pierre Libotte, parachuté fin octobre (100.000 F et 2.000 dollars). Ces fonds, destinés à être gardés en réserve, sont toutefois vite absorbés par les dépenses extraordinaires causées par la «casse» d'octobre. En effet, lors de son arrestation, Depreter était porteur d'une «forte somme d'argent», selon son acte d'accusation allemand. De plus, il a fallu reconstituer le service photographique, nécessitant un nouvel appareil Leica et du matériel (en tout : 36.422 F). En décembre 1942, Londot reçoit 100.000 F apportés de France par Pierre Vandermies, envoyé par Londres en «tournée

92 *Ibidem*, 21/8/1944.

93 Le taux de change du dollar, au marché noir bien entendu, varie de 90 à 110 F. Cette opération délicate s'avéra souvent difficile. Pendant un certain temps, elle fut assurée par Marcel Van Audenhove, employé au Crédit Communal, dont le frère Omer était agent du service *Jean*, relié à *Marc*.

94 Lettre de Londot à Ugeux, 28/11/1942 (LM, n° 189).

d'inspection» des services, et début janvier 1943, Ugeux est en mesure de lui envoyer 5.300 dollars ⁹⁵. De plus, fin février 1943, Albert Hachez, chef du service Zéro, remet à Londot 15.000 dollars, sans doute emportés par François Van Aken (*Bullet*), parachuté en février en tant qu'opérateur radio de Zéro. En mars 1943, des containers parachutés en Ardenne pour Zéro contiennent 300.000 F et 2.000 dollars pour Marc, dont Londot accuse réception en mai 1943 ⁹⁶.

Ce double système de financement (par parachutage et via le PCB, plus tard le PCC) sera maintenu tout au long de l'année 1943. Les sommes totales ne sont pas connues. En septembre, par exemple, un parachutage effectué sur un terrain de Zéro, comporte 1.000.000 F pour Marc. L'agent *Rider* (Roger Hoyoux), parachuté en France le 22 août 1943 et destiné à l'origine au service Marc, est porteur de 550.000 F et de 3.000 dollars pour ce service. Londot en accuse réception en novembre ⁹⁷. *Rider*, qui restera en France, est remplacé en octobre 1943 par François Deweer (*Speed*), qui emporte un autre million. Entretemps, le PCC, dirigé depuis juin 1943 par André Rostenne, continue à financer la plupart des services belges. En août, Londres dresse un plan général prévoyant l'envoi mensuel au PCC de 12.000 dollars, destinés en moitié à Zéro, les autres 6.000 dollars étant à partager entre Marc et *BB-Bayard* ⁹⁸. Nous ignorons si ce plan a été exécuté, mais il est certain que Londot continue à recevoir plus ou moins régulièrement de l'argent du PCC, soit directement, soit via Zéro. A partir de 1944, et surtout à partir d'avril, lorsque des agents de Londres seront envoyés régulièrement dans le service Marc, celui-ci sera de plus en plus financé directement par les fonds emportés par ceux-ci, le plus souvent en dollars: 10.000 par *Cotton* en avril, 24.900 par *Warp* en mai, 6.000 par *Foulard* en mai, et 16.800 par *Spun* et *Hopsack* en juin.

Ces sommes peuvent paraître énormes. Il convient tout d'abord de signaler qu'elles n'ont pas été dépensées entièrement, et que le solde a été restitué à l'Etat belge après la libération ⁹⁹. Les sommes dépensées sont chaque mois justifiées en détail par la direction du service dans une comptabilité envoyée à Londres ¹⁰⁰. Par l'extension que le service a prise en 1943, les frais ont, parallèlement, augmenté considérablement. Alors que Londot prévoyait fin 1942 un budget mensuel de 175.000 F, les frais de service atteignent entre mai 43 et janvier 44 une moyenne de 207.077 F par mois (frais généraux et frais des groupes ou secteurs). Pour les mois d'avril, mai et juin 1944, les frais de service, hormis la «caisse soutien», remontent à 1.069.912 F, c'est-à-dire 356.637 F par mois. Cette somme est plus élevée que celle déboursée pendant d'autres périodes, à cause des

95 Lettre d'Ugeux à Londot, 11/1/1943 (LM, n° 190).

96 Note de service du 3 mai 1943, envoyée dans le courrier C² du 12/5/1943 (LM, n° 198).

97 Note de service contenue dans le courrier C³ du 8/11/1943 (LM, n° 198).

98 Note de service de Londres à Londot, 5/8/1943, et Note à *Alain* (Rostenne) du 8/9/1943 (LM, n° 197).

99 C'est ainsi que 307.000 F furent remis à la Banque de la Société Générale en octobre 1944, et 2.607.200 F au comptable de la Sûreté de l'Etat le même mois (LM, n° 237bis).

100 LM, n° 232-233.

dépenses nécessitées par l'état d'alerte accru en vue du débarquement et la décentralisation du service.

Cette augmentation est due en partie à l'extension du service, dont il a été fait mention dans le chapitre sur son fonctionnement. Pour septembre-octobre 1943, par exemple, les frais totaux s'élèvent à 937.580 F, répartis ainsi : frais divers (presque 200.000 F), frais des groupes (210.000 F) et «caisse soutien» (528.700 F). Parmi les frais divers, on retrouve le remboursement des déplacements des «agents facteurs» (courriers intérieurs et internationaux), l'achat de films pour la microphotographie du courrier et les frais nécessaires pour obtenir des «papiers de la *Werbestelle*» (exemption du travail obligatoire p.ex.).

Dans les frais divers sont également compris des loyers (en 1944 le service a loué une maison à Bruxelles) et des frais d'hébergement et de nourriture des agents parachutés, des achats de toute sorte au marché noir (par exemple, en juin 1944, 1.000 F pour un pneu de bicyclette et 10.000 F pour trois bicyclettes pour des agents «itinérants») et, également en juin une aide à des sinistrés de bombardements. Grâce aux fonds obtenus en septembre et octobre 1943, le service peut enregistrer au 1er novembre une encaisse de 1.605.565 F et 4.000 dollars¹⁰¹. Ainsi qu'il a été dit ci-dessus, la «caisse soutien» pèse de plus en plus lourdement sur les frais de service. Entre mai 1943 et octobre 1944, cette caisse a absorbé à elle seule le montant de 6.607.742 F. Pour novembre 1943, 135 bénéficiaires différents sont mentionnés. La plus grande partie de ceux-ci est formée par des membres de familles d'agents arrêtés ou fusillés, ces familles recevant entre 1.000 et 3.000 F selon leur composition. D'autres bénéficiaires sont les agents «irréguliers».

Il faut dire que Max Londot attachait un très grand prix aux tentatives de sauver ses agents. Dans ce but, il constituait des «enveloppes» pour obtenir soit la libération d'un agent soit la remise de son procès ou de sa déportation en Allemagne. Au budget de décembre 1943-janvier 1944, par exemple, il prévoit la somme de 150.000 F pour soudoyer un fonctionnaire allemand en vue du sauvetage d'un seul agent, l'ancien chef de service Depreter. Un cas concret illustre, mieux que tout autre, l'attitude ferme de Londot quand il s'agissait de sauver un agent. Le 4 décembre 1943, la police allemande arrête l'agent VN/RX/252, Alice Stryp¹⁰². Via deux de ses opérateurs radio, Londot demande immédiatement à Londres l'autorisation d'une intervention financière auprès des Allemands en sa faveur. En deux jours, Londot reçoit, par radio, deux réponses contradictoires. Le 11 décembre : «Notre réponse toujours positive, inutile nous référer. Chef de réseau a pleins pouvoirs décision et appréciation. Mobilisation fonds est certes une difficulté. Emprunt autorisé. Demandez à Rouleau vous passer conditions». Le 13 : «Avons réfléchi sur aide financière demandée pour agent VN/RX et considérons que ceci est un piège. Ne faites donc rien à ce sujet». Dans deux câbles, envoyés par *Speed* — et qui n'ont pas été retrouvés —, Londot doit avoir réagi furieusement. On retrouve cette même

101 Note de service contenue dans le courrier C³ du 8/11/1943 (LM, n° 198).

102 Née à Middelburg le 6/4/1917, elle a été recrutée en juillet 1943. Avec son mari, elle dirige la SA Clément Fréteur.

furieux dans une note de service du 27/12/1943 : «Vous devriez essayer de savoir, vous-mêmes, ce que vous voulez exactement et ne pas donner des ordres contradictoires en quarante-huit heures. Dans tout ceci, il est question de la vie de quelqu'un, tâchez de ne pas l'oublier»¹⁰³. Et de continuer :

«J'ai accepté cette mission et ses risques, j'ai également accepté d'aider mes agents lorsqu'ils auraient besoin de moi, c'est le cas pour l'instant. Je veux faire face à mes engagements, à vous de faire honneur aux vôtres. (...) Je crois m'apercevoir que le total dont nous pouvons disposer pour ces opérations [de sauvetage] ne dépend pas de la valeur de l'agent mais bien du rang social ou des amitiés de celui-ci. (...) De tout ce qui précède, je dois bien conclure que je ne possède plus votre confiance et je tiens à me retirer. Mes amis, sur qui je comptais pour me remplacer, sont prêts à prendre ma succession si j'étais arrêté. Mais dans ce cas, très spécial, et malgré mes conseils, ils se déclarent solidaires de mon geste et comptent quitter le service en même temps que moi. Devant cette situation, je me vois obligé de vous prier de désigner quelqu'un qui reprendrait ma succession. (...) Pour ce qui est de moi, la solution est très simple, je reste ici car je considérerais mon retour en Angleterre comme un abandon de poste. Si vous acceptiez de m'envoyer un poste radio, je continuerai le renseignement comme agent isolé»¹⁰⁴.

Le 31 décembre, Londres (le capitaine Nicodème de la Sûreté de l'Etat), assez embarrassé, répond aux câbles furieux envoyés via *Speed*. A ce moment, Londot ne peut pas encore avoir de réponse à sa propre note du 27. L'explication de Londres est la suivante : dans les télégrammes où Londot avait demandé l'autorisation d'une intervention financière, les opérateurs avaient commis des erreurs de chiffrage. De ce fait, l'I.S. avait imposé un contrôle sévère des télégrammes. «La demande d'intervention au sujet de votre agent arrêté, poursuit Nicodème, a renforcé leurs doutes. C'est en effet d'après eux un des moyens classiques employés par les Allemands.» Cette intervention britannique est la raison du télégramme du 13, interdisant toute intervention financière à Londot. Après contrôle, les experts anglais ont conclu qu'il n'y avait rien de suspect.

L'attitude britannique est compréhensible : des erreurs de chiffrage peuvent indiquer qu'un opérateur est arrêté et que quelqu'un d'autre chiffre ses télégrammes. La réaction, un peu bouillante, de Max Londot, l'est autant, et elle est tout à son honneur. C'est, à ma connaissance, la première et la dernière fois qu'il a songé à quitter la direction du service, mais ce n'est certainement pas la seule fois qu'il a eu des discussions serrées avec Londres, inspirées par la très grande solidarité qu'il ressentait vis-à-vis de chacun de ses agents.

103 Note de service transmise dans le courrier X³ du 27/12/1943 (LM, n° 198).

104 Il est assez remarquable que, lorsque je l'ai rencontré en 1989, Max Londot a répété que s'il devait recommencer, il travaillerait comme agent isolé, la responsabilité pour ses agents lui ayant pesé d'une manière qui l'a fortement marqué.